

***LIBREVILLE, 2 décembre (Infosplusgabon) - Le Centre africain des ressources naturelles et le Fonds pour l'énergie durable en Afrique ont organisé, le 23 novembre dernier, le premier webinaire d'une série consacrée au potentiel de l'économie bleue en Afrique.***

Le webinaire était centré sur une étude relative au potentiel des énergies renouvelables offshore en Afrique, commandée par le Centre africain des ressources naturelles, entité hors prêts de la Banque africaine de développement. Il était organisé dans le cadre d'une série visant à éclairer l'élaboration des politiques, la planification et les investissements dans les stratégies de l'économie bleue en Afrique. Les résultats de l'étude ont été présentés par Linus Hammar du centre de recherche suédois Octopus Ink Research & Analysis.

L'étude comprend une analyse détaillée du potentiel des énergies renouvelables offshore de l'Afrique, notamment des pays côtiers et insulaires, et des perspectives de développement commercial.

Pour Leontine Kanziemo, conseillère en gestion des ressources naturelles au Centre africain des ressources naturelles, « les énergies renouvelables offshore peuvent soutenir de manière considérable l'expansion de la capacité des énergies renouvelables pour les pays côtiers et insulaires, tout en contribuant à réduire les coûts énergétiques liés à l'importation de combustibles fossiles. »

Olivier Ceberio, directeur des opérations à Resolute Marine Energy, et Philippe Ong Seng, directeur général à Urban Cooling ont présenté des études de cas de projets d'énergie offshore financés par le Fonds pour l'énergie durable en Afrique.

Selon M. Ong Seng, qui a présenté le projet dénommé « Mauritius Deep Ocean Water Applications », les pays côtiers d'Afrique et les petits États insulaires en développement disposent d'une précieuse énergie froide renouvelable, fiable et durable, stockée dans l'eau de mer profonde, qui peut être exploitée commercialement et utilisée pour la climatisation.

« Les institutions financières telles que la Banque africaine de développement et d'autres fonds d'énergie verte devraient collaborer avec les pays africains et des petits États insulaires en développement, a-t-il suggéré. Cela permettrait de mobiliser des financements concessionnels permettant de mettre en œuvre des projets de climatisation à l'eau de mer dans le cadre de leurs efforts d'atténuation et d'adaptation visant à lutter contre les effets néfastes du changement climatique et à réduire la dépendance aux combustibles fossiles. »

Dan Grech, directeur de Global OTEC Resources, a présenté le projet de conversion de l'énergie thermique des océans à São Tomé-et-Príncipe. « Chez Global OTEC, notre vision est que les petites îles servent de marché d'entrée permettant de réduire les risques liés aux installations OTEC à petite échelle, d'accumuler des données opérationnelles et de montrer aux bailleurs de fonds et aux assureurs un bilan, permettant une mise à l'échelle massive dans les pays côtiers du monde entier. »

Le directeur de la Division des énergies renouvelables à la Banque africaine de développement et coordinateur du Fonds pour l'énergie durable en Afrique, João Duarte Cunha, a insisté sur la nécessité d'accompagner les projets pilotes jusqu'à leur bancabilité et leur exploitation commerciale. Il a souligné le rôle des institutions de développement et de financement du climat dans la mobilisation des capitaux nécessaires pour soutenir les premiers déploiements et atteindre l'échelle voulue.

Le Fonds pour l'énergie durable en Afrique est un fonds spécial multidonateurs qui vise à promouvoir l'investissement du secteur privé dans l'énergie durable, conformément au New Deal de la Banque africaine de développement sur l'énergie pour l'Afrique et à l'Objectif de développement durable n°7 des Nations unies relatif à l'accès universel à l'énergie.

Le Centre africain des ressources naturelles génère des connaissances de haute qualité et participe au dialogue politique. Il fournit un soutien technique aux pays africains en matière de planification, d'investissement et de gouvernance dans le domaine des ressources naturelles, en mettant l'accent sur les terres, les forêts, la pêche, l'eau, le pétrole, le gaz et les minéraux.

FIN/INFOSPLUSGABON/ZES/GABON2021

© Copyright Infosplusgabon